



EN DIRECT DU
Comité
Social
et Economique

« Je ne peux pas rester j'ai Ministre »...! Ballot...pour le rendu de l'Expertise pour Risque Grave !

Une fois de plus, le cadre est posé par notre Directeur Régional. **Sa disponibilité pour échanger sur des sujets d'importance majeure et urgents n'est que très...trop partielle.**

Après déjà deux départs en cours de CSE et de négociation sur les accords régionaux pour cause de visioconférence avec la DG ou de rendez-vous avec la Préfecture... **Une nouvelle fois, notre Directeur Régional n'a pas assisté aux échanges avec les élu-es sur les éléments marquants du rendu de l'Expertise du cabinet SECAFI** concernant la Direction Régionale et le Service Sécurité. Il s'est contenté d'exprimer de vagues orientations de travail sans date de mise en place...

Pas le moindre plan d'action concret et immédiat, ce qui laisse les élu-es en attente de pertinence, de pratique et d'efficacité pour 2022.

Le **SNU** s'interroge ? Quelle considération et prise en compte concrète des nombreuses alertes émises dans le rapport ? Pourtant, comme tous les élu-es, le Directeur Régional avait connaissance du contenu du rapport depuis plusieurs semaines !

Comme vous pourrez le lire dans la synthèse de l'expertise, **la situation est plus qu'alarmante au sein de la Direction Régionale et de ses services.**

La fusion des services et des régions n'est toujours pas aboutie : En effet, la guerre des chefs a fait place à des peurs de parler maintenant et a aussi généré un management en souffrance quotidienne qui ne comprend pas le fameux « **Pari de la confiance** » **sans marges de manœuvre** ! De plus, ces derniers ne cessent de subir des injonctions de chiffres et d'échéances avec un fonctionnement où tout est devenu prioritaire !

Comment parler de QVT quand celle-ci se résume à l'obtention d'un indicateur à atteindre au prix du stress, de l'épuisement voir de remontrances si celui-ci n'est pas atteint ?

Que dire, quand le rapport indique clairement que **la notion de Prévention des Risques Psycho Sociaux se résume en région Occitanie au minimum légal**, à savoir un Document Unique Générique, non alimenté d'actions correctives ou de préventions régionales...

Comment sortir rapidement de cette situation très préoccupante sans mesures d'urgence ?

Avec deux jours de réunion des managers ? Certainement pas suffisant !

Et quid de la situation dans le réseau ?

Les élu-es SNU maintiennent leur alerte sur la Direction Régionale !

Lisez la Synthèse du rapport

Faites-vous votre propre opinion de la situation !

Le SNU reste à l'écoute de chacun-e pour vous accompagner ou vous répondre.

Narbonne, le jeudi 2 décembre 2021

Nous contacter : syndicat.snu-occitanie@pole-emploi.fr

 @SNUPEOCCITANIE

 @snupeoccitanie

 snu_pole_emploi_fsu_occitanie

www.snutefifsu.fr/regions/snu-pole-emploi-occitanie